
Penser le changement ou comment interpréter les « révolutions arabes » un an après ?

Omar BESSAOUD*

Penser les changements en cours au Maghreb ou en Égypte à un moment où l'histoire des sociétés s'accélère est un exercice périlleux. Il faut, dans le même temps ; d'une part, analyser des facteurs internes, et intégrer au-delà des similitudes qui les caractérisent, la complexité des situations singulières, propres à chacun des pays ; et d'autre part, apprécier un contexte international actif marqué par une crise du système capitaliste mondial et des reconfigurations géo-politiques qui affectent toute la région.

On ne peut évoquer les bouleversements de la région sans revenir à Sidi Bouzid, c'est-à-dire à un lieu d'abord, un territoire « oublié » de Tunisie, où tout a démarré, et à un geste, celui du jeune Bouazizi, qui, à travers l'immolation, vieux rite méditerranéen, appelait par le sacrifice de son corps, à la renaissance et/ou au droit à une vie nouvelle d'une société, quand tous les recours pour un changement pacifique ont été épuisés. Mais si la Tunisie a été le point de départ des bouleversements politiques de la région, elle a « réveillé » le potentiel de révoltes sociales d'un vieux pays -l'Égypte- qui bouleversera l'ordre politique de la région.

Des facteurs communs liés aux mouvements longs de l'histoire sont à l'origine des crises, notamment démographiques. D'autres plus proches de nous, sont le résultat des politiques économiques d'ajustement structurel avec les conséquences (pauvreté, chômage, inégalité dans la répartition des revenus) qui alimenteront une grave crise sociale.

* Economiste, Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes-IAM-Montpellier, France.
Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie, Associé, Alger, 16000, Algérie.

La crise économique, financière et alimentaire mondiale de 2007-2008 exercera des effets différenciés dans chacun des pays. Elle viendra ébranler des modèles de croissance économique qui ne seront toutefois pas remis en question par les nouvelles coalitions politiques portées au pouvoir en 2012. Les ferments de la crise qui affectent la région restent intacts et persistent en l'absence d'une perspective de changement social fondamental.

1. Comprendre le changement : un nécessaire retour en arrière

L'acte hautement symbolique d'immolation de Bouazizi fut le point d'aboutissement de conflits exacerbés et de résistances sociales lourdement réprimées dans les années 2000. Ces résistances, qui exprimaient celles de toute une société civile, ont été celles des ouvriers de la zone de Gafsa ou des jeunes de Ben Guerdane revendiquant le respect d'une dignité par le travail, des libertés démocratiques longtemps ignorées, une amélioration de leurs conditions de vie et une répartition plus équitable des richesses.

Les contradictions socio-économiques et les inégalités villes-campagnes qui caractérisent aujourd'hui les sociétés d'Afrique du Nord (Égypte et Maghreb), conjuguées aux effets de la crise économique et alimentaire mondiale des années 2007-2008 qui a affecté tous ces pays, ont été analysés par de nombreux auteurs.

Hafedh Sithom, mettait en évidence tout au début des années 1990, en conclusion de son ouvrage *Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie*, les inégalités entre le monde urbain et le monde rural, le chômage et les inégalités sociales. Il invitait les décideurs à « repenser les priorités, en fonction d'une nouvelle stratégie globale qui tient compte de l'intérêt bien compris de toute la société, citadine et rurale... [car] si l'on n'y prend garde, de nouveaux soubresauts, comparables à ceux de la révolte du pain de janvier 1984, risquent d'éclater¹ ». Mustapha Jouili analysait quant à lui avec finesse les indicateurs d'épuisement d'un modèle économique de croissance et la crise de la société tunisienne – en particulier de la société rurale- en lien avec les premiers effets de la crise mondiale de 2007-2008². On sait aujourd'hui quelles ont été les conséquences des inégalités socio-territoriales issues des politiques d'aménagement, qui furent si

¹ Emeutes du pain de janvier 1984.

² Jouili, M. (2008), *Ajustement structurel, mondialisation et agriculture familiale en Tunisie*, thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Montpellier 1.

actives dans les processus de contestation du régime de Benali en janvier 2011³.

Ces mouvements sociaux renouaient, est-il nécessaire de le rappeler, avec un passé et une tradition historique de lutte de ces régions intérieures et une opposition récurrente ; d'une part, aux pouvoirs politiques concentrées par les élites de Tunis et de grandes villes du Sahel ou du littoral (Sfax, Sousse, Bizerte...) ; et d'autre part, aux inégalités sociales. Ils traduisaient de façon plus générale, les contradictions d'une société ayant connu de profondes mutations au cours des dernières décennies marquées par l'émergence de nouvelles forces sociales - bourgeoisie et « élites » d'origine rurale en concurrence avec les vieilles élites de tradition citadines, ou celles qui se sont formées dans les grands pôles urbains à la faveur des politiques économiques libérales qui se sont succédées depuis les années 1970.

La crise économique, sociale, morale et culturelle d'une société qui a enregistré de si profonds bouleversements depuis les années 1970-80 était arrivée à maturité à la fin de la décennie 2010. L'histoire intérieure de la Tunisie s'accéléra dès lors, et l'irruption de la société civile tunisienne dans l'espace public inaugura, avec la « Révolution » du 14 janvier 2011, une nouvelle étape de son développement historique.

Au terme d'une analyse de l'agriculture marocaine et avant même que ne soit adopté le Plan Maroc Vert (2008), l'économiste marocain N. Akesbi attirait pour sa part, l'attention sur « les risques d'une libéralisation irréfléchie » issue d'une stratégie « qui [a] généré des mécanismes d'accumulation et de distribution qui ont accentué les inégalités, favorisé les rentes de situation et en fin de compte un immobilisme dévastateur⁴ ». Le fellah marocain, « défenseur du trône », selon l'expression de R. Leveau, tente timidement dans les années 2000 de briser cet immobilisme des campagnes issu du pacte scellant l'alliance du Makhzen aux élites rurales et citadines du pays⁵ ; les campagnes marocaines, relayaient les révoltes de grands centres urbains qui font suite à la crise alimentaire mondiale de 2008. Les écarts de revenus,

³ Belhedi A. (1999), « Les disparités spatiales en Tunisie : état des lieux et enjeux », in *Méditerranée* (Revue Géographique des Pays Méditerranéens), n° 91, Vol. 1-2, p. 63-72, et Gana, A. (2011), « Inégalités socio-territoriales aux origines de la révolution tunisienne : défis du développement, enjeux pour la recherche », in *Lettre de l'IRMC*, Avril-Août 2011, n° 6, p. 19-20.

⁴ Akesbi N. (2006), « Evolution et perspectives de l'agriculture marocaine », in *50 ans de développement humain au Maroc, perspectives 2025 : rapports thématiques*, Rabat, p. 85-198. (50 ans de Développement Humain au Maroc & Perspectives 2025).

⁵ Leveau R. (1985), *Le fellah marocain défenseur du trône*, 2^{ème} éd. Paris, Presses de Sciences Po, 318 p. (Références, n° 12).

combinés à la hausse du prix du pain, avaient alimenté des mouvements sociaux paysans localisés dans des bourgs ou villages ruraux- à Sefrou, Ben Smim, Tamassint, dans le Rif, à Tata, Bouarfa ou à Sidi Ifni en 2008⁶.

Si la Tunisie a été le point de départ des bouleversements politiques de la région, elle a « réveillé » un vieux pays- précurseur depuis le XIXème siècle de réformes ou de révolutions, dont celle de 1952 initiée par Nasser, ou de contre-révolutions réactionnaires qui exerceront des effets d'entraînement dans toutes les régions arabes (Sadate-Moubarak). L'explosion politique en Tunisie allait en effet révéler, sinon libérer, le potentiel de résistance politique de la société égyptienne au régime autoritaire en place. L'occupation de la place Tahrir, au cours de l'hiver 2010-2011, avait été précédée par des mouvements sociaux dans les campagnes reculées d'Égypte⁷. La petite paysannerie égyptienne durement affectée par les réformes du fermage et du métayage mises en œuvre entre 1992 et 1997 avait développé une résistance, et quelques villages avaient été le théâtre de confrontations parfois sanglantes. Le village de Sarando, dans le delta du Nil, en était devenu le symbole⁸. Aux mouvements paysans succèdent en 2007 les grèves ouvrières dans les grands complexes industriels égyptiens. De nombreux acteurs ou leaders de la société civile égyptienne (mouvements de droits de l'homme, les mouvements Kefaya et du 6 avril...), organisateurs de ces puissants mouvements de protestation sociale et politique de janvier 2011, feront ainsi leur apprentissage au cours de ces périodes de résistance.

En Algérie, les révoltes sociales avaient précédé de plus de 20 ans (octobre 1988) les ruptures et les crises de légitimité politique qui bouleverseront la région au printemps 2011. La crise de la dette extérieure survenue à la fin des années 1980, et accentuée par la chute brutale des prix des hydrocarbures de 1986, avait remis en question les actions de redistribution de la rente assurées par l'État et dont la société algérienne avait été en partie bénéficiaire. Elle finira par provoquer une crise de légitimité politique de l'État, ce dernier ne pouvant plus exercer

⁶ Amar, A. (2012), *Maroc - Le temps des révoltes paysannes*. SlateAfrique.com, 26/06/2012 et Raimbeau, C. (2009), « Grands barrages et agro-exportation : colère des paysannes de l'Atlas marocain », in *Le Monde diplomatique*, n° 661, p. 18-19.

⁷ Ayeb, H. (2010), *La crise de la société rurale en Égypte : la fin du Fellah ?* Paris, Karthala (Coll. Hommes et Sociétés), 197 p.

Ireton, F. (2007), La petite paysannerie dans la tourmente néolibérale, in, Klaus E. et Hassabo, C. (dir.). *Chroniques égyptiennes/Egyptian Chronicles 2006*, Le Caire, CEDEJ, (Chroniques égyptiennes). p. 29-58.

⁸ Sakr, B. et Tarcir, P. (2007), « La lutte toujours recommencée des paysans égyptiens », in *Le Monde Diplomatique*, n° 691, p. 10-11.

le rôle d'acteur économique majeur, à la fois pourvoyeur d'emplois (le taux de chômage atteint 22% en 1988), support des progrès de la consommation (les prix des produits alimentaires sont multipliés par 2 entre 1982 et 1988) et le garant de la sécurité alimentaire du pays (« crise des approvisionnements » des villes). Les émeutes d'octobre 1988, les plus importantes enregistrées depuis l'indépendance, avaient ainsi conduit à l'adoption d'une nouvelle constitution (1989) qui formalisera les principes d'une libéralisation de l'espace public (multipartisme et liberté d'association) et de l'économie nationale (promotion de l'entreprise privée et du capitalisme). L'embellie des cours du pétrole et l'accroissement des recettes budgétaires autorisèrent toutefois dès le début des années 2000, un retour de l'État comme acteur économique essentiel. De fortes interventions publiques sont enregistrées dans le secteur économique et social avec l'adoption du premier « Programme de Soutien à la Relance Économique » (PSRE de 2001/2004, suivi du « Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance » (PCSC) de 2004-2009 et des programmes spéciaux de développement des régions du « Sud » et des « Hauts plateaux ». L'État initia – via la constitution de multiples fonds- des mesures de soutien à l'investissement privé, de recrutement de fonctionnaires, de hausse des salaires et des pensions, de subventions des produits alimentaires de base qui finissent par atteindre également les ménages paupérisés atténuant ainsi les contradictions sociales liées à l'émergence (et sur une courte période marquée par une violence politique inédite et un terrorisme dévastateur) d'une classe d'entrepreneurs, de commerçants et de dirigeants politiques fortunés.

Ces révoltes des sociétés arabes et maghrébines contre l'ordre politique établi ont cependant des origines plus lointaines. Elles ont été alimentées par des facteurs objectifs sur lesquelles il convient à présent de revenir.

2. De la genèse des processus de bouleversements au Maghreb et en l'Égypte

Toutes les révoltes ainsi que tous les bouleversements socio-politiques ont une origine commune, de nature socio-démographique et économique.

2.1 Les facteurs communs à l'origine des crises

Ils résultent en premier lieu, des programmes d'ajustement structurels et de processus de libéralisation économique mis en œuvre au cours des décennies 1980-90. Ces révoltes expriment fondamentalement les contradictions issues de modèles de croissance économique favorables à

l'insertion de ces pays dans les processus de mondialisation. Ces modèles économiques d'orientation libérale ont concrètement accentué dans tous ces pays le développement des inégalités sociales et territoriales, favorisé l'extension de la pauvreté dans les villes et les campagnes, du taux de chômage et de l'inflation. Ces modèles économiques ont été accompagnés de régimes autoritaires et de modes de gestion des économies, où les forces de l'argent et les pouvoirs politiques se sont confondues interdisant ainsi toute action de redistribution des richesses au profit de la société.

Le bouleversement historique le plus spectaculaire commun également à toutes ces sociétés a trait à l'évolution de la démographie.

S'appuyant sur des études portant sur la démographie des pays arabes et musulmans Y. Courbage écrit que « eu égard à la démographie, les révoltes arabes apparaissent comme inéluctables [et que] le processus que l'Europe a connu à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle s'est propagé dans le monde entier ; il ne pouvait épargner le sud de la Méditerranée, qui vit depuis quatre décennies les mêmes transformations démographiques, culturelles et anthropologiques⁹ ».

Les pays du Maghreb et l'Égypte réunis ne comptaient en 1820 que 10,3 millions d'habitants, soit approximativement l'équivalent de la population tunisienne de l'année 2011 (OCDE, 2003). Elle a été multipliée par 6,5 lors de ce « court XX^e siècle » (Hobsbawm, 1994), puisque l'on passe de 24,9 millions d'habitants en 1913 à 162,4 millions d'habitants en 2010 comme le montre le tableau suivant :

Tableau 1 : Évolution de la population (1820-2010)

	1820	1913	1950	2001	2010
Égypte	4,1	12,1	21,2	71,9	80,0
Maroc	2,7	5,1	9,3	30,6	35,0
Algérie	2,7	5,9	8,8	31,7	36,0
Tunisie	0,8	1,8	3,5	9,7	11,4
Total	10,3	24,9	42,8	143,9	162,4

Source : Statistiques historiques OCDE (2003). Statistiques nationales

Cette population est caractérisée par une montée en croissance de la jeunesse et une forte urbanisation qui bouleversèrent l'ordre social. *Changements démographiques, généralisation de l'économie monétaire dans les villages, insertion des villes dans les flux d'échanges marchands*

⁹ Courbage, Y. (2011), « Le temps de la jeunesse arabe », in *Le Monde diplomatique*, n° 687, p. 16-17.

Courbage, Y. et Todd, E. (2007), *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, (Coll. La République des Idées).

locaux et internationaux contribuèrent directement en moins d'un siècle à l'effondrement des sociétés traditionnelles et des valeurs héritées du passé.

Les transitions démographiques qui s'opèrent tardivement (années 1980) mais avec des rythmes différents selon les pays...constituent l'une des expressions des processus de modernisation des sociétés maghrébines.

Elles se traduisent, avec plus d'un siècle de retard parfois sur les pays développés, par un déclin du poids relatif du monde rural et des disparités sociales et régionales – villes/campagnes -accéléérées au cours des dernières décennies. Les différents recensements au Maghreb indiquent ainsi que les basculements historiques qui se sont opérés dans chacun des pays au profit du monde urbain ont lieu dans les années 1960 en Tunisie, et plus tardivement au Maroc (1990) ou en Égypte (2000). En Algérie la population rurale qui représentait encore en 1966 plus des 2/3 de la population (68,6%) ne représente au début du millénaire qu'un peu plus du tiers de la population algérienne (39% en 2005).

L'on a dorénavant affaire dans l'ensemble de ces pays, non seulement à une population jeune, mais aussi de plus en plus instruite aspirant comme toutes les jeunesses du monde, à un mode de vie digne par l'accès au travail, à la consommation, aux loisirs et aux voyages.

Pour l'ensemble de ces pays, les sociétés nouvelles qui émergent sur les décombres des sociétés traditionnelles, deviennent en moins d'une décennie (années 2000), consommatrices d'informations, de normes et de valeurs issues de sociétés où la modernité s'est construite dans la longue durée et dans des contextes historiques ou économiques différents. C'est ainsi que les difficultés d'accès aux produits matériels et aux symboles de la modernité, conjuguées aux formes de domination politique et idéologique et économique exercées par les pays développés, nourriront des attitudes de replis identitaires. La ressource religieuse et l'islam politique seront fortement mobilisés par des forces sociales conservatrices ou religieuses des pays du Maghreb ou de l'Égypte contre les courants ou influences modernistes agissant au sein de ces sociétés.

La forte expansion démographique n'a toutefois pas toujours été suivie d'un développement économique durable, d'un aménagement des espaces ruraux et urbains assurant les services de base, les équipements collectifs et individuels (infrastructures, logements) aux populations ou couvrant leurs besoins notamment dans les domaines de l'emploi.

2.2 Des modèles économiques inadaptés aux besoins des sociétés

Pauvreté, exclusion des populations des facteurs de progrès et flux migratoires ont été les indicateurs les plus visibles d'une crise des économies locales impuissantes à procurer emplois et revenus suffisants aux ménages et à une population active en plein essor.

Les villes du Maghreb et d'Égypte sont alimentées par de puissants flux migratoires et accueillent des populations aux conditions de plus en plus précaires et avec des perspectives d'emploi et de revenu faibles.

Pauvreté urbaine et rurale se développent dans les années 1990 dans l'ensemble de ces pays. En Égypte, l'on estime en 1997, le taux de pauvreté à 26.5% de la population totale soit 15.7 millions d'habitants (IFPRI, 1997). Selon le Haut-Commissariat au Plan, le taux de pauvreté au Maroc atteint en 2001 plus de 15% de la population, mais plus du quart de la population rurale. Entre 3 et 4 millions de personnes - soit près de 10% de la population- vit en dessous du seuil de pauvreté en Algérie, et en Tunisie, 25% de la population est classée comme pauvre. Les inégalités sociales s'accroissent et à l'exemple de l'Algérie, où les revenus du capital représentaient à la fin des années 2000, 2/3 des revenus de la Nation contre 1/3 pour les revenus du travail et de transfert. Cette structure de répartition des revenus de la Nation est à l'inverse de celle qui s'était construite dans les années 1970. Elle exprimait le déclin relatif des groupes sociaux ouvriers dans la société ainsi que celui du secteur industriel.

La désindustrialisation engagée dans le cadre des plans d'ajustement structurel s'est généralement opérée en faveur de modèles de croissance rentiers ou alors fondés sur une exploitation extensive de leurs ressources naturelles (gaz et pétrole pour l'Algérie, phosphates, eau et terres agricoles pour le Maroc, tourisme et agriculture en Tunisie, pétrole, canal de Suez et aides américaines pour l'Égypte).

Les économies locales sont de fait peu diversifiées : agriculture, tourisme, ou revenus issus d'entreprises étrangères délocalisées à basses qualifications, bas salaires et à faible contenu technologique constituent les principales sources d'activités ou de richesses économiques créées. Ces modèles économiques seront ainsi en profond décalage avec les évolutions de sociétés caractérisées par l'émergence de nouvelles élites, de nouvelles compétences et cadres techniques issues des systèmes nationaux de formation.

La population des pays du Maghreb est jeune (près des 2/3 a moins de 30 ans), ce qui a conduit à des configurations spécifiques du marché du travail (300 à 400 000 nouveaux actifs sur le marché du travail au Maroc

ou en Algérie, 30 à 40 000 en Tunisie dans les années 2010). Le taux de chômage supérieur à 10 %. Il affectait en particulier les jeunes diplômés avec des taux de chômage estimés à 23,6 % en Algérie, près de 20% en Tunisie (800 000 chômeurs) et 30% au Maroc¹⁰.

La dernière crise alimentaire suivie de la crise économique et financière (2007-2008) a révélé une forte vulnérabilité de ces modèles économiques rentiers, aux structures peu diversifiées, sous-industrialisées et essentiellement tournées sur les marchés extérieurs. Elle a provoqué, sinon aggravé, l'effondrement des économies fortement insérées dans la division mondiale du travail. La Tunisie suivie de l'Égypte, et dans une moindre mesure du Maroc, qui avaient assuré les conditions d'intégration dans le système mondial capitaliste, ont été les pays qui ont été le plus exposé aux effets directs et indirects de la crise mondiale.

3. De la crise de 2007-2008 et de ses effets sur les économies

Avant de rappeler les effets de la crise de 2007-2008, auxquels s'ajoutent en 2010 et 2011, celle de la dette souveraine et de la zone euro, il convient de rappeler sommairement les caractéristiques des modèles de croissance en place au cours de ces quatre dernières décennies.

Deux périodes sont à distinguer.

- *Celle des années 1960-1970* où dans la majorité de ces pays, ont été engagé des programmes de modernisation de leurs structures économiques par des investissements (industriels et agricoles), la création d'infrastructures et de réseaux de desserte administrative et commerciale. Au cours de cette période, le rôle de l'État a été décisif dans les processus de croissance économique. Les modèles d'accumulation ont été fondés sur l'industrialisation en Algérie et/ou l'import-substitution en Égypte, en Tunisie ou au Maroc. Les politiques publiques énoncées dans le cadre de ces modèles de croissance sont fortes et ambitieuses : réformes agraires, programmes industriels, réformes des systèmes éducatifs, politique de l'emploi et de redistribution des revenus, création d'un secteur public économique ...

Toutefois, dans les années 1970 des options libérales s'affichent en Tunisie, au Maroc et en Égypte (politique de « l'infithah »), options qui s'affirmèrent plus vigoureusement dans les années 1980, à la faveur de la crise de l'endettement extérieur qui se manifeste dans tous les pays..

¹⁰ Banque Mondiale (2012), *Royaume du Maroc. Promouvoir les opportunités et la participation des jeunes*, Washington, Banque mondiale (Documents de la Banque Mondiale).

- *S'ouvre au milieu des années 1980 une période d'ajustement structurel et de réformes économiques néo-libérales* – sous contrôle du FMI et de la Banque mondiale-. Ces réformes - avec des nuances selon les pays - réduisent de façon drastique le rôle de l'État. Au cours des années 1990-2000, ces pays donnent la priorité à l'ouverture commerciale, à une législation favorable aux investissements directs étrangers et accordent une place majeure au secteur privé et aux importations étrangères. Désarmement commercial et industriel dans le cadre d'accords internationaux (OMC) ou régionaux (Accords d'association avec l'Union Européenne, Accords de libre-échange), faveurs et privilèges accordés aux capitaux étrangers figurent parmi les principales mesures de politiques publiques adoptées dans ces pays au cours des années 1990-2000. Les restructurations ou « mise à niveau » des entreprises économiques, la dissolution des entreprises publiques locales conjuguées à la baisse des investissements finissent par contracter l'activité économique, détruire le tissu économique national et amplifier le chômage. -

La crise économique et financière remettra en cause ou ébranlera les fondements économiques des modèles économiques tournés vers le commerce extérieur qui fut le moteur le plus actif de la mondialisation ces dernières décennies.

La croissance des échanges qui porte la mondialisation marque en effet le pas et s'essouffle, la Chine et d'autres pays émergents prenant le relais de pays industrialisés (Europe et États-Unis). Le commerce international va enregistrer une baisse de 9% en 2009, la plus importante depuis 60 ans¹¹. L'on observera également une chute de moitié des Investissements Directs Étrangers (IDE), une baisse des transferts et des flux touristiques de 5 à 8% /an depuis le déclenchement de la crise (Hugon, 2010).

Quels ont été les effets de la crise dans chacun des pays de la région ?

3.1 La Tunisie

Dans un contexte de crise mondiale, l'économie tunisienne sera marquée entre 2008 et 2009, par une baisse de la production des industries manufacturières (-5,9%), des industries mécaniques et électriques (-8,9%) et la production du secteur textile-habillement (-

¹¹ Benhammouda, H., Oulmane, N., et Sadni Jallab, M. (2009), « D'une diversification spontanée à une diversification organisée. Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord ? », in *Revue Économique*, Vol. 60, n° 1, 2009-01, p. 133-155.

15,2%). Les investissements extérieurs ne seront que de 1,2 milliards d'euros en 2009 contre 1,9 milliard euros en 2008 et les exportations tunisiennes vont régresser de 21.5% en 2008 et de 17.6% en 2009. Le ralentissement est dû essentiellement à l'activité dans la zone Euro, le plus grand partenaire commercial de la Tunisie¹².

Toujours pour la Tunisie, la crise a eu pour effet de supprimer en 2008, près de 40.000 emplois au niveau des industries manufacturières et si le taux de chômage se stabilise au cours des années 2007-2008 autour de 15%, il marque une légère augmentation en 2009 : celui-ci concernera principalement les chômeurs diplômés (dont le taux de chômage atteint 30%). Le secteur touristique est aussi affecté par une diminution de nombre des touristes entre 2007 et 2008 et les saisons des années qui suivent (2009-2010) ont limité la chute grâce à l'afflux de touristes algériens (1,5 millions sur environ 4 millions). Tous ces indicateurs économiques expliquent la tendance à la baisse du taux de croissance de PIB qui passe de 6,3% en 2007 à 4,6 % en 2008 et 3,5 % en 2009.

3.2. Le Maroc

Au plan économique, *le Maroc* enregistre également une nette diminution des transferts des travailleurs expatriés et du niveau des investissements directs étrangers (IDE). Selon la Banque mondiale, les transferts ont diminué de près de 20% en 2009 par rapport à l'exercice précédent. La production agricole avait réussi à maintenir un taux de croissance particulièrement élevé en 2009 (+5%), grâce à une année exceptionnellement favorable sur le plan climatique. Ce taux chute en 2010 (3,5%) sous l'impact d'une réduction de la valeur marchande des phosphates, d'une faible évolution des recettes touristiques et des transferts des travailleurs à l'étranger.

Compte tenu de ces évolutions, le compte courant de la balance des paiements a enregistré la même année un déficit de 5,2% du PIB.

L'année 2009 est marquée aussi par la poursuite de la détérioration des indicateurs liés au secteur extérieur. Le Maroc note en effet, une baisse ses exportations (hors phosphates) de 17%, des recettes du tourisme et des transferts des travailleurs à l'étranger de près de 10%. Dès l'année 2009, les investissements directs étrangers chutent quant à eux de plus de 30%. La balance des moyens de paiements accuse un déficit (4,1 Milliards de dirhams) et en 2010 (plus de 2 Milliards de dirhams). L'endettement du Trésor représente 50,3% du PIB en 2010. Il s'est aggravé en 2011 en raison du déficit de la balance commerciale qui s'est

¹² Toutes les données proviennent de l'article de Benhammouda, H., Oulmane, N., et Sadni Jallab, M. (2009), *op.cit.*

élevé à 185 milliards de DH (soit 23% du PIB). Le déficit commercial du Maroc qui a plus que doublé au cours de ces vingt dernières années résulte essentiellement de l'explosion de la facture alimentaire et énergétique dont les prix ont connu de fortes hausses depuis 2007-2008. Il faut également noter par ailleurs, le déficit du compte courant estimé à plus de 50 milliards de DH, déficit qui double en 2011 pour se hisser à plus de 8% du PIB. Les réserves de change du pays se dégradent, conséquence inéluctable d'un modèle de croissance fondé des importations visant à satisfaire une demande interne. Ces réserves de change qui étaient au plus bas depuis 10 ans enregistrent une diminution de -18,6% en seulement quatre ans, dont - 12,4% pour la seule année 2011.

La crise économique et financière mondiale a réduit les marges de manœuvre des pouvoirs publics dans la poursuite de l'effort d'investissement induit par la réalisation des différents plans sectoriels (Plan Vert, Émergence industrielle...). Les déséquilibres qui affectent les comptes de la nation interrogent en définitive le modèle de croissance marocain en crise. Ce modèle fondé sur l'ouverture commerciale et la libéralisation des échanges a eu pour conséquence de disqualifier un secteur industriel jugé aujourd'hui peu compétitif. Faute d'une productivité élevée, le déficit de compétitivité du secteur industriel national affecte de nombreuses filières (textile, agroalimentaire...). Le faible développement des activités industrielles a eu pour conséquence directe une crise de l'emploi. Le Pacte national pour l'émergence industrielle qui avait pour ambition de créer 400 000 emplois nouveaux à l'horizon 2015 a été ainsi été révisé à la baisse (210 000 emplois) par rapport au Plan Émergence initial.

3.3. L'Algérie

L'Algérie avait achevé son plan d'ajustement structurel lorsqu'intervient, en avril 1994, la signature de l'accord « *stand-by* » avec le FMI. La hausse des prix des biens alimentaires de base, la dissolution des entreprises publiques locales pourvoyeuses d'emplois et la réduction drastique des dépenses sociales avaient conduit à un effondrement des niveaux de vie des populations¹³.

3. Une enquête de l'Office national des statistiques réalisée en 1996 indiquait que le revenu des ménages algériens avaient chuté de 6502 DA en 1985 à 4675 DA/an et par ménage. Aux rigueurs des restrictions budgétaires, s'ajoutaient les effets du terrorisme islamiste qui sévissait dans les années 1990 dans les campagnes algériennes. L'insécurité a alimenté un fort courant d'exode vers les villes. Un million à un million et demi de ménages ruraux furent contraints de quitter les zones rurales affectées par le terrorisme.

Au niveau national, on enregistre dans les années 1990 un accroissement du chômage de la population active qui atteint un taux de 30%, une baisse des revenus (de l'ordre de 27%), une hausse de l'inflation (de 30% en moyenne par an) et une extension des phénomènes de pauvreté qui affecte particulièrement de larges fractions des communautés rurales (Méditerranée, 2009).

La transition du modèle économique autocentrée promue en 1970 à un modèle fondé sur l'exportation se réalise dans une conjoncture économique mondiale marquée dans les années 2000 par une embellie des prix des hydrocarbures.

Le redressement des « fondamentaux » de l'économie algérienne se réalisera à la faveur du retournement de conjoncture des marchés des hydrocarbures et les contraintes issues du programme d'ajustement structurel sont progressivement levées.

C'est ainsi, que même si *l'économie algérienne* reste peu diversifiée (les hydrocarbures représentent plus de 90% des exportations et la fiscalité pétrolière 40% des recettes budgétaires de l'État), et à faible contenu d'emplois (le taux de chômage est de 10%), ce pays a été moins affecté par la crise financière. Elle a amorti les effets de la crise grâce aux dépenses publiques réalisées dans le cadre des différents plans dits de « relance économique ».

L'action publique et les programmes économiques mobiliseront d'importantes ressources financières et budgétaires. Outre les ressources financières affectées pour assurer les importations alimentaires et la sécurité alimentaire du pays (qui passent de 2,5 milliards à près de 10 milliards de dollars en 2012), les principales mesures prises dans le cadre des plans de soutien à la croissance (voir, *supra*) portent sur les dispositifs financiers pour financer la dette des entreprises privées et rééchelonner leurs dettes fiscales¹⁴, et la création de multiples fonds qui appuient le développement des infrastructures, du logement, de l'agriculture, de la régulation des produits agricoles et alimentaires, et enfin le soutien au développement social (indemnités aux chômeurs, emploi-jeunes...)¹⁵. Le monde rural va bénéficier d'un programme dès

¹⁴ Le conseil des ministres de février 2011 décide le rééchelonnement de la dette de 3000 entreprises (80 milliards de DA d'agios sont ainsi pris en charge par le Trésor public et 92 milliards de DA sont rééchelonnés).

¹⁵ Parmi ces fonds, il y a lieu de citer le Fonds national d'aide au logement (FONAL), le Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes (FNSEJ) qui soutient les micro-entreprises des jeunes agriculteurs, la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), les fonds du micro crédit financés par l'Agence nationale du micro-crédit (ANGEM), le Fonds de promotion des activités de l'artisanat traditionnel (FNPAAT), du développement social (FDS), ainsi que le Fonds spécial de développement du Sud et de soutien des

l'année 2003 qui vise les ménages des petites agglomérations rurales ainsi que les populations les plus vulnérables (soit une population rurale de près de 10 millions de personnes).

Les prix du pétrole qui se redressent sur le marché mondial ont été le facteur déterminant de la relance économique et des fonctions redistributives de l'État. Les prix du pétrole passent en effet, d'une moyenne 17,5 dollars le baril sur la période 1990-99 à 47,6 dollars le baril dans la décennie 2000¹⁶. Cette embellie génère des recettes en croissance continue comme le montre le tableau suivant.

Tableau 2 : Évolution des recettes des hydrocarbures

Année	US \$ 106
1994	8,6
1995	9,8
1996	12,6
1997	13,1
1998	9,7
1999	12,0
2000	21,2
2001	18,5
2002	18,1
2003	24,1
2004	38,0
2005	55,0
2006	66,0
2007	59,0
2008	76,0
2009	44,3
2010	56,0
2011	72,0

Source : Rebah (2012). Complété par nos soins

Les recettes d'exportation des hydrocarbures sont multipliées par quatre (4) entre la décennie 1990 et la décennie 2000. Elles passent d'une moyenne de 10 milliards de dollars en moyenne annuelle dans les années 1994-1999 à 42 milliards de dollars/an dans les années 2000-2009. *Au*

activités des hauts plateaux. L'agriculture va bénéficier du Fonds national de développement de l'agriculture, du Fonds de développement rural, du Fonds de mise en valeur des terres par la concession, du Fonds de développement de l'investissement agricole... Le fonds de soutien aux produits alimentaires de base s'est élevé en 2011 à 200 milliards DA par an de soutien à la production et aux prix des céréales et du lait.

¹⁶ Rebah, A. (2012), *Le développement national contrarié*, Alger, Anis Éditions.

cours de l'année 2011, elles atteignent plus de 72 milliards de dollars. Cette progression spectaculaire de la rente pétrolière alimente le budget de l'État (40% des recettes budgétaires de l'État) et autorise ces actions de redistribution évoquées plus haut. Il apparaît assez clairement que les transferts de ressources financières et les politiques publiques adoptées dans les années 2000 favorisent l'émergence d'une classe de citoyens fortunés et atténuent également la pauvreté héritée du PAS contrebalançant les tendances aux déséquilibres ville-campagne observés dans les autres pays du Maghreb. C'est cette capacité financière qui sera mobilisée en janvier 2011 lorsque surgissent les émeutes sociales de décembre 2010-janvier 2011 qui ont fait suite à la hausse du prix du sucre et des huiles alimentaires¹⁷.

Le paradoxe de l'histoire qui explique « l'exception algérienne », à l'écart des « printemps arabes », tient essentiellement de la rente tirée des hydrocarbures qui passera de 54,5 milliards de dollars US sur la période 2004-2007 à une moyenne de plus de 62 milliards de dollars US sur la période 2008-2011, et ceci au moment où les économies du Maroc, de la Tunisie ou de l'Égypte entrent en récession. L'aisance financière en Algérie, crée ainsi les conditions d'un renouvellement d'un « consensus social » rompu dans les années 1980 suite à la crise de la dette extérieure.

3.3 En Égypte

L'économie égyptienne, en récession dès le début de la crise économique et financière mondiale, va connaître un effondrement de ses principaux indicateurs économiques. Dans un pays où le tourisme représente 45% des ressources d'exportation et 15% de la richesse nationale, le nombre de touristes baisse de plus de plus de 20% entre 2009 et 2011¹⁸. Les recettes tirées du Canal de Suez¹⁹ et les transferts financiers de la diaspora égyptienne diminuent alors que dans le même temps s'accroissent les importations alimentaires et énergétiques. Le déficit commercial aggrave le déficit de la balance des moyens de paiements qui atteindra -10 milliards de dollars en 2011. Le déficit public s'est également accentué pour atteindre 10% du PIB en 2011. Dès lors, l'endettement extérieur (plus de 40 milliards de dollars US) s'est mécaniquement creusé pour représenter près de 80% du PIB. Ces déséquilibres des « fondamentaux » se conjuguent avec la dévaluation de la monnaie nationale (moins 10% de

¹⁷ Le Trésor public algérien mobilisera 23 milliards de DA pour réduire les tensions sociales.

¹⁸ Amin, S. (2011), « 2001 : le printemps arabe ? Réflexions égyptiennes », in *Europe solidaire sans frontières*.

¹⁹ Toutes les données renvoient à la même source (Amin, 2011).

sa valeur) avec des effets directs sur le niveau des prix intérieurs (inflation de plus de 9%) qui contribuent à la dégradation du pouvoir d'achat de la population dont 25% vit sous le seuil de pauvreté. L'instabilité politique et les incertitudes finissent par dégrader passablement le « climat des affaires » et un environnement économique peu favorable aux investissements directs étrangers.

Conclusion

Si la crise mondiale de 2008 a eu des effets négatifs sur les économies de pays d'Afrique du Nord (Tunisie et Égypte en particulier) cités dans le passé comme exemple d'une intégration réussie à l'économie mondiale, le modèle de croissance algérien fondé sur l'exportation d'hydrocarbures continue de bénéficier d'une conjoncture favorable aux marchés des hydrocarbures. À la différence des autres États de la région, L'État algérien va poursuivre sinon renforcer des modes d'allocation de ressources au secteur social qui assurent provisoirement une cohésion sociale. Les « plans de croissance » mis en œuvre privilégient toutefois des secteurs économiques d'emploi à très faibles qualifications et à faible impact sur le secteur productif. Le tissu productif industriel hors hydrocarbures reste marginal et les défis du développement et de l'emploi des jeunes restent entiers. Près de 1,5 million d'étudiants sortiront des universités en 2015 et plus de 2 millions à l'horizon 2020. Quelles perspectives d'emploi leur offrir à l'avenir ? Si l'exception algérienne d'aujourd'hui tient de l'existence de départements essentiels à l'État algérien, que sont celui du pétrole et des finances, qu'advendra-t-il si la crise les affectait ? L'État pourra-t-il alors soutenir les dépenses publiques d'importation qui entretiennent l'activité commerciale, assurer le soutien des prix à la consommation et entretenir un modèle économique où l'industrie et l'innovation technique occupent si peu de place ?

En Tunisie, au Maroc comme en Égypte, l'environnement politique est tout aussi instable depuis le déclenchement des révoltes du « printemps » 2011.

Il y a eu les élections et partout se sont installés des régimes islamiques qui cohabitent provisoirement avec des libéraux- L'instabilité politique et l'insécurité économique sont aujourd'hui sources d'incertitudes car ces régimes sont confrontés à une contradiction interne inhérente au modèle économique d'inspiration libérale retenu.

Les « révolutions » avaient exprimé à la fois une demande de dignité et de démocratie *mais aussi d'amélioration des conditions de vie et de*

travail, mais force est de constater qu'un écart croissant subsiste entre les revendications socio-économiques et les politiques à l'œuvre. Partout, la tension s'accroît entre, d'une part, de fortes attentes exprimées pour résoudre les problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, de meilleure répartition des richesses ; et d'autre part, des options libérales affichées par les coalitions politiques en place (où libéraux et courants islamistes se retrouvent).

En Tunisie, convoquant l'idéologie islamiste fondée sur la défense de la propriété privée et de la libre entreprise, le régime en place reconduit le modèle économique libéral de l'ancien système qui ne peut, comme on le sait, tenir toutes les promesses qui furent celles de la révolution de janvier 2011.

Au Maroc, l'actuelle coalition politique reconduit les plans sectoriels et les stratégies du roi Mohammed VI : Plan national de l'Émergence industrielle, la Vision 2020 pour le tourisme et le Plan Maroc Vert. Elle est loin d'abandonner le modèle exportateur et toutes les mesures préconisées aujourd'hui vont dans ce sens (encouragements au secteur du tourisme, préférence donnée au secteur agro-exportateur, subventions massives au secteur privé, accords de libre-échange...).

En définitive, la période inaugurée par les bouleversements politiques de l'année 2011-2012, conjuguée à la crise économique mondiale est faite d'incertitudes qui n'augurent pas de possibles changements sociaux radicaux dans les court et moyen termes ni de rupture politique ou économique avec les systèmes hérités du passé.

Bibliographie

Akesbi, N. (2006), « Évolution et perspectives de l'agriculture marocaine », in *50 ans de développement humain au Maroc, perspectives 2025*, Rabat, *Rapports thématiques*, p. 85-198 (50 ans de Développement Humain au Maroc & Perspectives 2025). "<http://www.rdh50.ma/fr/pdf/contributions/GT3-3.pdf>"

Amar, A. (2012), « Maroc - Le temps des révoltes paysannes », *SlateAfrique.com*, 26/06/2012.

Amin S. (2011), « 2001 : le printemps arabe ? Réflexions égyptiennes », in *Europe solidaire sans frontières*.

Ayeb, H. (2010), *La crise de la société rurale en Égypte : la fin du Fellah ?* Paris, Karthala, (Hommes et Sociétés), 197 p.

Banque Mondiale (2012), *Royaume du Maroc. Promouvoir les opportunités et la participation des jeunes*. Washington : Banque mondiale. 197 p. (Documents de la Banque Mondiale)

- Belhedi, A. (1999), « Les disparités spatiales en Tunisie : état des lieux et enjeux », in *Méditerranée* (Revue Géographique des Pays Méditerranéens), n° 91, Vol. 1-n° 2, p. 63-72.
- Benhammouda, H., Oulmane, N., et Sadni Jallab. M. (2009), « D'une diversification spontanée à une diversification organisée. Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord ? », in *Revue Économique*, Vol. 60, n° 1, 2009-01, p 133-155.
- Courbage, Y (2011), « Le temps de la jeunesse arabe », in *Le Monde diplomatique*, n° 687, p. 16-17.
- Courbage, Y. et Todd, E. (2007), *Le rendez-vous des civilisations*. Paris, Seuil, (La République des Idées).
- Gana, A. (2011), « Inégalités socio-territoriales aux origines de la révolution tunisienne : défis du développement, enjeux pour la recherche », in *Lettre de l'IRMC*, n° 6, p. 19-20.
- Hervieu, B. (dir.), Thibault H.-L. (dir.), et Abis, S. (coord.). (2009), *Mediterra 2009 : repenser le développement rural en Méditerranée*, Paris, Presses de Sciences Po, 387 p. (Mediterra, n° 11).
- Hobsbawn, E.-J. (1994), *L'âge des extrêmes. Le court vingtième siècle 1914-1991*, Bruxelles, Ed. Complexes.
- Hugon, P. (2010), La crise va-t-elle conduire à un nouveau paradigme du développement ? in *Mondes en développement*, 2010-04-01, n° 150, p. 53-67.
- IFPRI (Etats-Unis). (1997), *Annual Report*. Washington.
- Ireton, F. (2007), « La petite paysannerie dans la tourmente néolibérale », in Klaus, E. et Hassabo, C. (dir.). *Chroniques égyptiennes/Egyptian Chronicles 2006*, Le Caire, CEDEJ, (Chroniques égyptiennes), p. 29-58.
- Jouili, M. (2008), *Ajustement structurel, mondialisation et agriculture familiale en Tunisie*, thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Montpellier 1, 557 p.
- Leveau, R. (1985), *Le fellah marocain défenseur du trône*, 2 éd. Paris, Presses de Sciences Po., (Références, n° 12).
- Manceron, G. (dir.), et al. (1996), *Algérie : comprendre la crise*, Bruxelles, Ed. Complexes, (Interventions), 232 p.
- Raimbeau, C. (2009), « Grands barrages et agro-exportation : colère des paysannes de l'Atlas marocain », in *Le Monde diplomatique*, 2009-04, n° 661, p. 18-19.
- Maddison, A. (2003), *L'économie mondiale : statistiques historiques*, Paris, OCDE, (Études du Centre de Développement).
- Rebah, A. (2012), *Le développement national contrarié*, Alger, Anis Éditions.
- Sakr, B. et Tarcir, P. (2007), « La lutte toujours recommencée des paysans égyptiens », in *Le Monde Diplomatique*, 2007-10, n° 691, p. 10-11.
- Sithom, H. (1992), *Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie : qui sème le vent récolte la tempête*, Tunis, Éd. CERES.